

Même quand il n'y en a plus ... Il y en a encore !!

**300 MILLIONS EN MOINS POUR
LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES,
100 MILLIONS EN MOINS POUR LA SANTÉ !**

Publié au JORF du 21 juillet 2017, **ET PASSÉ QUASIMENT INAPERÇU**, le décret 2017-1182 et son rapport acte l'ouverture et l'annulation de crédits à titre d'avance à hauteur de **3 Milliards** ! Cela se traduit pour la santé et les collectivités territoriales par des coupes financières drastiques qui vont encore aggraver une situation déjà insoutenable !

Quelle rapidité dans la prise de décision du gouvernement !

Le financement d'AREVA, arrêté au cours de l'été, nécessite une contribution de l'Etat d'un montant de 1.500.000.000 euros. Cette somme est provisionnée et les crédits de paiement prévus.

Les six autres programmes d'autorisation de crédits concernent l'agriculture, la défense, le logement, l'immigration et asile, le sport et la gestion des finances publiques, la formation des chômeurs.

Afin de financer ces nouvelles dépenses, le gouvernement a décidé d'amputer tous les ministères d'une partie de leurs budgets initialement prévus.

Pour mémoire, rappelons que lors de la conférence nationale des territoires le 17 juillet dernier, le président de la République s'était engagé à « *ne pas baisser brutalement les budgets des collectivités territoriales pour 2018* ».

Trois jours plus tard, avec la parution du décret, nous découvrons que **sur les 3 milliards 300 millions de dotations sont supprimés pour 2017 sur les budgets des collectivités et 100 millions sur les budgets de la Santé.**

Aussi, à n'en pas douter, la parution de ce décret va accentuer les réelles difficultés de fonctionnement que vont rencontrer nos deux fonctions publiques. Le gouvernement s'inscrit dans la continuité du gouvernement précédent et dès le budget 2017, instaure une nouvelle cure d'austérité.

Sous le prétexte de la diminution du déficit public, ces décisions budgétaires, accentueront la détérioration des conditions de travail des agents publics, leur pouvoir d'achat, et la qualité du service rendu aux usagers !

Les budgets ainsi dégagés serviront en partie à une entreprise dont le nom déjà est significatif « NEW AREVA HOLDING SA » !

Après voir rétabli le jour de carence, gelé une nouvelle fois le point d'indice et annoncé sa volonté de le dissocier entre les trois fonctions publiques, après avoir bloqué le protocole PPCR pour 2018 et 2019, voilà que le gouvernement continue ses attaques contre la fonction publique, pilier de la République et gage d'égalité de traitement des citoyens, et contre les agents qui la servent !

Concomitamment, il décide de diviser par deux la facture de ceux qui paient l'impôt sur la fortune ; c'est dire ses priorités et ses intérêts !

Aussi, et ainsi que l'a déclaré Jean-Claude MAILLY : « *Il y a des lignes rouges à ne pas franchir* », nous considérons que ces dernières ont d'ores et déjà été franchies dans nos secteurs. C'est pourquoi, la Fédération appelle à organiser la résistance pour s'opposer :

- à toutes ces mesures destructrices souhaitées et engagées par ce gouvernement ;
- à porter nos revendications sur l'amélioration du pouvoir d'achat, la défense du code du travail et des conventions collectives, des statuts de la fonction publique, et de la protection sociale.

Nous en avons la responsabilité et le devoir pour les générations actuelles et futures.

NOUS NE LACHERONS RIEN !

Le Secrétariat Fédéral

Paris, le 10 août 2017